

le 30 décembre 2022

DECISION N° 5

*** **

Le Maire de La Chapelle Saint Aubin,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2122-22 - 4°,

Vu l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 relative au code de la commande publique, notamment l'article L.2122-1,

Vu le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique, notamment l'article R2.122-8 pour les marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalable inférieurs à 40 000,00 € H.T.,

Vu le budget de la commune de la Chapelle Saint Aubin,

Vu la délibération du conseil municipal n° 8 du 25 mai 2020 portant délégation au maire pour la durée du mandat de « prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget »,

Considérant que pour assurer le pointage et la facturation des services de restauration scolaire municipale et de l'accueil municipal de loisirs, une solution informatique s'avère nécessaire,

Vu l'offre commerciale présentée par la société Berger-Levrault,

DECIDE

Article 1 : d'attribuer le marché n° 2022-29 relatif à la solution informatique « BL. enfance » et au « portail citoyen » pour assurer le pointage et la facturation des services de restauration scolaire municipale et de l'accueil municipal de loisirs à la société Berger-Levrault – 64 rue Jean Rostand – 31670 Labège.

Le contrat prendra effet le 1^{er} janvier 2023 pour une durée déterminée de cinq ans, soit jusqu'au 31 décembre 2027.

Le coût annuel sera de 3 002,88 € H.T., montant payable annuellement révisable chaque année par application de la formule $P = (P1 \times S) / S1$ [P = prix révisé appliqué au 1^{er} janvier de l'année N ; $P1$ = prix originel ou résultant de la révision précédente appliqué pour l'année N-1 ; S = indice Syntec du mois de juillet de l'année précédant la date d'effet de la révision au moment de la révision (juillet de l'année N-1) ; $S1$ = indice Syntec du mois de juillet de l'année de fixation du prix originel ou résultant de la révision précédente (juillet de l'année N-2) ; année N = année d'application du tarif révisé ; Syntec = Chambre Syndicale des Sociétés d'Etudes et de Conseils].

Ce tarif comprend l'assistance à l'utilisation et le bénéfice des évolutions de la solution et des services applicatifs souscrits ainsi que les services associés dont ceux relatifs à l'hébergement.

Article 2 : la dépense sera imputée à l'article 6156 du budget communal, « maintenance ».

Article 3 : la présente décision sera portée à la connaissance du conseil municipal à l'occasion de sa prochaine séance publique.



Le Maire,

Joël LE BOLU

Publiée au recueil des décisions le : 30 DEC. 2022

Et publiée sur le site internet de la collectivité le :

- 3 JAN. 2023

« Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération est susceptible de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes dans le délai de deux mois à compter de sa publication, de sa réception en préfecture, de sa notification. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche interrompant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir, soit à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale, soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai. »